

INTRODUCTION

ANDRÉ NYEMBWE

LE XX^e SIÈCLE a été marqué par plusieurs événements socioéconomiques majeurs qui ont impacté durablement les niveaux de vie des populations, les modes de consommation et de production à travers le monde, les choix des politiques nationales et multinationales ou encore les matières d'intérêt dans les universités et les groupes de réflexion privés et publics. Dans le contexte d'une mondialisation toujours plus croissante, mettant en concurrence les États, les sous-régions ou les continents, l'enjeu de la réflexion, qu'elle émane des milieux académiques ou des groupes de discussion, devient hautement stratégique.

Parmi les phénomènes qui ont marqué le siècle dernier et qui continuent à influencer grandement les politiques gouvernementales et les mouvements des biens et services ainsi que ceux des facteurs de production, l'avènement de

l'Union Européenne, comme celle de la zone euro, est certainement l'un des plus importants. A la suite du processus qui l'a engendré, les initiatives de regroupement régional se sont multipliées, comme une réponse à un appel pour une réaction stratégique d'autres pays, tant ses implications attendues et effectives sont énormes. De l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), en passant par le Marché commun du Sud (MERCOSUR) en Amérique Latine, les regroupements régionaux poursuivant l'intégration économique se multiplient alors que la mondialisation, censée pousser à l'ouverture des espaces nationaux sans discrimination, s'accélère également.

L'Afrique n'est pas non plus en reste. Du nord au sud, et de l'est à l'ouest, des initiatives de regroupements écono-

miques régionaux ont bien vu le jour. A titre d'exemple, au nord de l'Afrique, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) traduit la volonté d'intégration de l'Algérie, la Lybie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. A l'ouest du continent, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) inclut notamment des pays d'une des deux unions monétaires de la zone CFA, c'est-à-dire l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). La zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest a été mise en place par les pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA pour accélérer la convergence économique dans toute la sous-région dans le but faire de la CEDEAO une zone monétaire. La situation en Afrique centrale illustre également cet engouement à la régionalisation. La Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) s'y chevauchent. Les pays de l'est de l'Afrique quant à eux se retrouvent dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC¹) et le Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA). L'Afrique australe, qui représente une des régions les plus riches du continent, se transforme à son tour en un vaste espace économique se destinant à devenir in fine une union économique et monétaire. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC²) englobe effectivement les pays de la partie sud de l'Afrique (Afrique du

Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Seychelles, Zambie, Zimbabwe), un du centre (République démocratique du Congo) et un de l'Afrique de l'est (Tanzanie).

Ce numéro de Dounia, revue internationale d'intelligence stratégique et des relations internationales, est consacré à l'analyse de l'intégration économique des pays de la SADC. Un premier axe analyse la dite intégration à travers des articles mettant en exergue soit la théorie économique et son application au processus d'intégration en cours, soit un état des lieux du processus. Tant les aspects macroéconomiques que sectoriels sont analysés. Jean-Marc Kilolo-Malambwe propose dans son article, intitulé *A note on the SADC economics of trade agreement*, un rappel théorique du modèle de libre échange et une analyse de la SADC comme zone de libre échange potentiellement bénéfique à tous les membres. Il évoque le mécanisme de résolution des conflits et analyse l'accord commercial de la SADC comme un contrat incomplet avant de proposer des recommandations pour éviter les pièges inhérents aux accords commerciaux et en assurer la viabilité. La réflexion microéconomique est poursuivie par Adwell Zembele qui propose, lui, une réflexion sur la dimension de la SADC en tant qu'union douanière. Son article, *Achieving deeper integration in Southern Africa: The case of SADC customs union*, explique les enjeux de la concrétisation d'une union douanière aux contours de la SADC. Il pointe les challenges et propose des pistes pour faire avancer le processus. La dimension macroéconomique monétaire du processus d'intégration est

1. De l'anglais *East African Community*.

2. Acronyme de l'anglais *Southern African Development Community*

prise en compte par André Nyembwe dans son papier intitulé *Intégration monétaire dans la SADC : besoin et type de leadership monétaire*. Après avoir mis en avant un argumentaire sur la rationalité d'une intégration monétaire en Afrique, l'auteur s'en sert pour proposer une typologie de leadership monétaire qui caractérise les zones monétaires existantes. Il débouche sur la suggestion de l'option qui conviendrait le mieux à la SADC étant donné les spécificités de la région. Serge Mbenza embraye dans ce registre macroéconomique avec son article, *La convergence macroéconomique dans la région SADC*. Il nous donne un aperçu de l'évolution de la convergence macroéconomique au sein de la région. Il met en évidence les performances de chaque pays par rapport aux critères de convergence définis par les décideurs, mais propose aussi une méthodologie pour évaluer si on peut détecter une certaine convergence macroéconomique en dehors de toute notion de critère.

A travers deux articles, Maxwell Chanakira introduit une dimension sectorielle du processus d'intégration économique au sein de la SADC. *SADC regional economic integration in the energy industry* apporte un éclairage sur la stratégie et les programmes mis en place au niveau régional dans le secteur de l'énergie. Il fait le point sur le processus, met en évidence les obstacles et souligne l'importance du secteur énergétique après en avoir au préalable souligné le potentiel. Quant à *Towards regional economic integration in telecommunications: The case of SADC*, il traite du secteur des télécommunications. Après avoir parcouru plusieurs caractéristiques socio-économiques et même géographiques de la région, cet article présente le panorama

des initiatives et des programmes régionaux de coopération dans le secteur des télécommunications. Il évalue le progrès dans les réformes nécessaires et tente de présenter l'évolution du secteur à travers plusieurs indicateurs.

Le deuxième axe de ce volume est consacré à la réflexion stratégique et aux pré-requis pour l'aboutissement du processus de l'intégration économique. Henri Mova Sakanyi parle de *La SADC dans le tourbillon de la mondialisation: les enjeux stratégiques et pragmatiques*. Il présente à travers un essai, différentes facettes de la problématique. La question de l'identité nationale, de la souveraineté et de la rhétorique des responsables politiques est brossée par Innocent Chirisa dans son papier intitulé *National identity and the question of sovereignty in the SADC regional bloc : Rhetoric, experiences and the way forward*. Cet article, comme celui précédemment cité, ressort clairement la dimension politique d'un processus d'intégration régionale, notamment à travers le rôle clé que les décideurs politiques peuvent y jouer. Dans le prolongement du propos précédent, Donald Chimankire, à travers sa contribution intitulée *Common foreign policies and regional economic integration: The case of Southern African Development Community (SADC)*, montre comment sont liées les préoccupations de sécurité commune, les politiques extérieures et l'intégration économique. Il recommande aux états de mener des politiques extérieures coordonnées dans l'intérêt de l'intégration régionale.

Le dernier axe du volume propose des pistes de recherche sur l'intégration économique au sein de la SADC. Fabien Ngendakuriyo et Joseph Baricako, dans leur article *Capital mobility: Empirical evi-*

dence for the SADC region, testent l'hypothèse de mobilité au sein de la région SADC. Ils trouvent que l'investissement au sein de la région est financé en majeure partie par du capital extérieur; ce qui peut signifier que la mobilité intra-SADC des capitaux peut à son tour être encouragée. Les auteurs suggèrent des pistes permet-

tant d'affiner le type d'étude économétrique qu'ils proposent. Alain Pholo Bala, dans *Economic convergence in SADC: Towards new empirical checks*, fait une revue de littérature sur les tests économétriques de la convergence économique et indique comment ils peuvent être appliqués au cas de la SADC. ¶

